



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2016) 7053 du 31.10.2016 relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action "Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement" en Côte d'Ivoire

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110(2) du règlement financier applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) n°323/2015, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions : 5.4.1 «Subventions – appel à propositions (gestion directe)».

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement Numéro CRIS: FED/037-942 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République de Côte d'Ivoire L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Côte d'Ivoire	
3. Document de programmation	PIN 11 ^e FED (2014-1020)	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Gouvernance	Aide Publique au Développement : OUI
5. Montants concernés	Coût total estimé du programme: 89 352 631 EUR dont contribution UE : - 81 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et - 8 300 000 EUR au titre de l'appui complémentaire, y inclus la communication et les audits et évaluations et les imprévus	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion directe: Appui budgétaire ; Subventions – appel à propositions Gestion indirecte avec Expertise France	

	Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire			
7. a) Code(s) CAD	51010 - Aide relative au soutien budgétaire général			
b) Principal canal de distribution	12 000 – Gouvernement du bénéficiaire			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	s. o.			
10. ODDs	<u>Objectif de développement durable principal</u> - ODD 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim. - ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. - ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.			

	<p><u>Objectifs de développement durable secondaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ODD 16: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.
--	--

RESUME

La situation économique, politique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire s'est nettement améliorée depuis la fin de la crise et par rapport à 2012. Après un premier contrat d'appui budgétaire post-crise "State-Building Contract" sous le 10^e FED, tourné vers la reconstruction de l'Etat, un nouvel élan a été donné à la coopération UE-CI à travers un "Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement" (CF 37 942) signé en décembre 2016 pour un montant de 60 000 000 EUR. Suite à la revue à mi-parcours du 11^e FED, il a été proposé d'allouer une allocation supplémentaire de 35 000 000 EUR à la Côte d'Ivoire. Sur ce montant, 29 300 000 EUR seront utilisés pour étendre le programme d'appui budgétaire. Sur ce montant, 24 000 000 EUR seront alloués sous forme d'appui budgétaire (2019-2020) et 5 300 000 EUR sous forme de mesures complémentaires (y compris audit et évaluation). Pour ce faire, la période de mise en œuvre de la Convention de Financement doit être étendue. Le montant de la CF avec l'avenant 2 est donc de 89 300 000 EUR dont 81 000 000 EUR en appui budgétaire et 8 300 000 EUR en mesures complémentaires (y compris audit et évaluation).

En ce qui concerne les conditions préalables, il est estimé que les cinq conditions sont remplies. Des défis restent à relever sur le plan des valeurs fondamentales mais on note un engagement du gouvernement. La politique générale du Gouvernement, formulée à travers le Plan national de développement 2016-2020 est ambitieuse et pertinente par rapport aux besoins du pays. Elle vise à stimuler une croissance économique pro-pauvre et à renforcer les capacités nationales pour une meilleure gestion et transparence. Le cadre macro-économique est suffisamment stable et solide. La gestion des finances publiques ainsi que la transparence et les procédures de contrôle du budget, bien qu'encore insuffisantes, sont également en progrès.

Cet amendement permettant une allocation supplémentaire et une prolongation de l'AB sur deux ans (2019-2020) s'inscrit dans la continuité du GGDC "Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement" en cours de mise en œuvre. Il répond aux besoins et défis de la Côte d'Ivoire **dans les secteurs clés de la gouvernance économique/climat des affaires, lutte contre la corruption ainsi qu'emploi / formation professionnelle**. Il s'inscrit dans les priorités du Consensus européen pour le développement et est en phase avec le Compact G20. Avec la première phase (GGDC 2016-2018) et la seconde (2019-2020) en cours de préparation, l'appui budgétaire du contrat porte sur :

- L'amélioration de la gouvernance économique et du climat des affaires à travers une meilleure collecte des impôts, la rationalisation de la dépense publique, et plus de transparence et d'efficacité dans la justice commerciale.
- L'amélioration des conditions d'emploi des travailleurs à travers le développement d'emplois décents, le renforcement de l'employabilité des jeunes, et une formation professionnelle de qualité.
- Le développement d'un état civil solide;
- L'amélioration de l'accès à une justice efficace et transparente.

- En transversal, le domaine du genre fait l'objet d'une attention particulière, à travers les indicateurs d'appui budgétaire, l'appui aux statistiques dans le cadre de l'appui institutionnel et le renforcement de la société civile.

Cet appui, valorisant la performance d'un gouvernement engagé, permettra d'encourager les réformes et de suivre leurs résultats à travers un dialogue continu sur les politiques.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte national

Après plusieurs années de crise, la Côte d'Ivoire a retrouvé la paix et la stabilité depuis 2012, avec la reconstruction des institutions et un dynamisme économique. Le pays est le moteur économique de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Au cours de la période 2012-2017, la stabilité macroéconomique a été rétablie avec de forts taux de croissance économique tirée par des investissements publics massifs. En 2017, il convient de souligner la bonne tenue de l'économie ivoirienne (+7,8%), malgré les chocs internes et externes.

Néanmoins, si la tendance est favorable et le redressement du pays visible, des faiblesses structurelles et des défis de taille persistent. En termes de développement, le premier d'entre eux est le partage de la croissance et la création d'emplois décents pour tous, et notamment les jeunes. L'Indice de Développement Humain (IDH) du pays est faible (171^e place sur 188; score de 0,47 en 2016) et la réduction de la pauvreté limitée (seuil de pauvreté de 46,3% selon les dernières données de 2015). Sur le plan de la gouvernance, ces défis concernent notamment la poursuite des efforts en termes de lutte contre la corruption, ainsi que la justice et la réconciliation.

La Côte d'Ivoire vise l'émergence en 2020 et le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 donne un cadre solide pour relever ces défis.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Evaluation de la politique publique

Le PND 2016-2020 guide les efforts du gouvernement ivoirien. Approuvé en Conseil des Ministres et par le Parlement, il fournit une solide base de dialogue dans le cadre de la coopération UE- Côte d'Ivoire et de coordination avec les autres bailleurs. Il s'articule autour de 5 orientations stratégiques :

1. Renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance;
2. Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social;
3. Accélération des transformations structurelles et de l'industrialisation;
4. Développement des infrastructures et préservation de l'environnement;
5. Renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale;

Le PND est pertinent au regard des besoins du pays. Il vise une transformation structurelle de l'économie, accompagnée d'un d'investissement massif en matière d'infrastructures pour permettre un meilleur accès des populations aux services de base, une diversification des emplois. Une priorité est donnée à l'emploi et notamment à l'emploi des jeunes. L'Union Européenne porte une attention particulière à la résolution des lacunes actuelles en matière de gouvernance politique et économique, dans le but de favoriser l'effet inclusif de la politique envisagée. En outre, un financement adéquat des secteurs sociaux devra être assuré pour que les retombées de la croissance économique profitent à une large partie de la population.

Sur le plan de la crédibilité, les objectifs affichés doivent faire l'objet de nuances. Au regard des moyens prévus, certaines politiques présentent des cibles devant être considérées comme des caps politiques plus que comme des objectifs de développement réalistes et mesurables. Enfin, bien que le chiffrage des actions soit fait correctement, certaines réserves peuvent être émises sur la méthodologie de présentation des budgets prévisionnels.

Le PND chiffre sa mise en œuvre à 44,8 milliards d'euros, dont 16,5 d'investissement publics (y compris l'apport des bailleurs) et 28 d'investissements privés. Les PTF ont souligné que ces chiffres étaient très ambitieux. En 2018, après 2 ans de mise en œuvre, même si les réalisations sont inférieures aux objectifs du départ, il convient de souligner la bonne tenue de l'économie ivoirienne.

Le PND définit un cadre d'évaluation des résultats pour chaque axe. Les indicateurs proposés sont globalement pertinents. Néanmoins, en 2018, un renforcement des capacités statistiques du pays est encore nécessaire pour assurer la collecte et l'analyse des données.

Le suivi du PND se fait via (i) un comité d'orientation, organe d'impulsion politique de la mise en œuvre du PND; (ii) un comité technique, instance de coordination technique interministérielle; (iii) un comité Gouvernement - Partenaires du Développement, qui rassemble un nombre restreint de membres du gouvernement aux côtés des représentants des bailleurs internationaux.

Si la mise en place du mécanisme de suivi du PND a été difficile, il semble aujourd'hui l'objet d'une attention au plus haut niveau; notamment grâce au dialogue engagé dans le cadre du GGDC.

Cadre stratégique de l'Union européenne

Les priorités de l'Union européenne et de la Côte d'Ivoire fixées dans le cadre du Programme Indicatif National pour le 11^e FED sont en phase avec celles du PND. L'UE s'est engagée à accompagner la Côte d'Ivoire dans la promotion de la croissance économique et dans la lutte contre la pauvreté. Ce programme appuie le gouvernement dans la mise en œuvre du PND, notamment en contribuant à :

- L'amélioration de la gouvernance et en particulier de la gouvernance économique.
- Le développement inclusif et durable, notamment à travers l'emploi des jeunes et la formation professionnelle.
- L'adhésion accrue aux valeurs fondamentales, notamment les Droits de l'Homme et l'Etat de droit.

Ces objectifs sont en ligne avec les priorités de coopération du secteur 1 du PIN ("Renforcement de l'Etat et Consolidation de la Paix") et sont au cœur du PND 2016-2020, notamment dans le cadre des orientations stratégiques 1 "Renforcement la bonne gouvernance et la qualité des institutions" et 2 "Accélération du développement du Capital Humain et promotion du bien-être social".

Après un premier appui budgétaire de sortie de crise visant la consolidation de l'état, le Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement signé fin 2016 correspond d'une part aux besoins et aux défis actuels de la Côte d'Ivoire et d'autre part à la maturité de sa coopération avec l'Union européenne. Il s'inscrit dans le prolongement des réalisations du 10^e FED et du dialogue construit avec l'Etat ivoirien. Suite à la revue à mi-parcours du 11^e FED, il a été proposé d'allouer une allocation supplémentaire de 35 000 000 EUR à la Côte d'Ivoire. Sur ce montant, 29 300 000 EUR seront utilisés pour renforcer le GGDC. Ainsi, le montant total de la Convention de financement passe de 60 000 000 EUR à 89 300 000 EUR. Sur ce montant, l'appui budgétaire passe de 57 000 000 à 81 000 000 EUR et l'appui complémentaire

(y inclus la communication, les audits et les évaluations) passe quant à lui de 3 000 000 EUR à 8 300 000 EUR.

Cet amendement s'inscrit dans la prolongation du GGDC en cours de mise en œuvre. Il s'inscrit aussi dans les priorités du Consensus européen pour le développement. Ce présent programme est également en phase avec les engagements de la Côte d'Ivoire envers le Compact G20 avec l'Afrique portant sur la promotion de l'investissement privé (cadre macroéconomique, climat des affaires, investissements) et avec le European Investment Plan (EIP).

De plus, les résultats attendus de ce programme sont en phase avec le Plan d'Action de La Valette dans lequel les questions de migration sont intégrées dans les stratégies et programmes de développement et d'éradication de la pauvreté, en particulier dans des domaines tels que le marché du travail/l'emploi, la formation professionnelle, le développement du secteur privé, la justice et la sécurité.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Le Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement appuie la politique de développement du gouvernement, il concerne l'ensemble des ministères. Le bénéficiaire de ce projet est la population ivoirienne. Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont :

- le Ministère de l'Economie et des Finances en tant qu'Ordonnateur national du FED
- le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat, notamment la Direction Générale des Impôts et l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics.
- le Ministère de la Justice,
- le Ministère de l'intérieur et l'Office National d'Identification
- le Ministère de l'emploi et de la protection sociale, le Ministère de l'emploi des jeunes et l'Agence Emploi Jeunes, le Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et à la formation professionnelle
- le Ministère du plan et du développement et l'institut national de la statistique
- l'Assemblée Nationale
- les institutions de contrôle y compris la Cour des comptes
- les Organisations de la Société Civile

Les PTF concernés par les secteurs d'interventions seront indirectement parties prenantes à travers la coordination qui maximisera l'efficacité du dialogue avec le gouvernement sur les réformes et les actions de renforcement des capacités. Les PTF ont été consultés pour la préparation de ce programme. Les groupes de coordination des PTF permettront un suivi régulier, notamment le sous-groupe Gestion des Finances Publiques présidé par l'UE.

Les Organisations de la société civile contribueront à une meilleure redevabilité du gouvernement sur l'utilisation des fonds et à renforcer le contrôle citoyen. Le soutien à la Société civile se fera via les mesures complémentaires. Les représentants du secteur privé bénéficieront des réformes à engager par le gouvernement, en lien avec les indicateurs de l'appui budgétaire. Plusieurs structures ont été consultées pour l'élaboration de ce programme.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le diagnostic stratégique du PND dessine un panorama exhaustif et détaillé des facteurs de développement institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux du pays et des défis à relever. Les principaux freins au développement du pays et les défis majeurs à relever

pour que la Côte d'Ivoire atteigne l'émergence sont identifiés. Les deux premiers axes stratégiques du PND concernent la qualité des institutions et la bonne gouvernance, et le développement du capital humain. Parmi les défis et réformes structurelles clés à conduire figurent : l'amélioration de l'environnement de affaires, l'emploi des jeunes, le renforcement du système éducatif et de formation professionnelle ou encore la lutte contre la corruption. Ces domaines prioritaires pourraient être résumés ainsi :

- Financement de la politique gouvernementale : Le PND 2016-2020 présente 44,8 Milliards d'euros de besoin de financement dont 16,5 Milliards d'euros sur des ressources publiques internes et grâce à l'apport des PTF.
- Gouvernance économique et climat des affaires : La Côte d'Ivoire vise la mise en place d'un "environnement des affaires de classe mondiale" et mène des réformes substantielles depuis 2012 qui ont permis des améliorations sensibles dans les classements internationaux (Doing Business, World Economic Forum, Transparency International). Néanmoins, des efforts restent importants, notamment en termes de lutte contre la corruption et de gestion des finances publiques : mise en pratique effective de l'exécution des budgets-programmes, amélioration du niveau de recouvrement des recettes fiscales, transparence dans la gestion des marchés publics. En matière de redevabilité, la Cour des Comptes devrait jouer un rôle accru afin de renforcer le contrôle et la surveillance externes des comptes publics, incluant l'appui budgétaire.
- Développement inclusif et croissance partagée - Emploi et formation professionnelle : La situation des jeunes sur le marché du travail est préoccupante. Véritable enjeu de société, ils constituent la priorité N°1 du Gouvernement.
- Justice : L'analyse des valeurs fondamentales conduite dans le cadre de la formulation du contrat de bonne gouvernance et de développement a montré que la justice est le 'maillon faible' de la gouvernance ivoirienne. La question de son accès et de son efficacité et de la transparence de ses décisions constituent une priorité du Gouvernement.
- Migration et Etat civil : La Côte d'Ivoire est une terre de migration. L'état civil est l'élément de base permettant de connaître et contrôler les mouvements de populations vers et de la Côte d'Ivoire. Considéré comme l'une des sources de la crise de 2002-2012, l'état civil ivoirien a également souffert de cette période et bénéficie aujourd'hui d'une volonté du gouvernement de le consolider.
- Genre et égalité des opportunités entre les sexes : La question de l'égalité homme/femme est une priorité affichée du Gouvernement.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Sept années après la crise postélectorale qui succédait à près de dix ans de partition du pays, la Côte d'Ivoire affiche l'image rassurante d'une stabilité retrouvée, portée par des taux de croissance élevés, un attrait important auprès des partenaires internationaux, et un retour sur la scène internationale (en devenant membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies en 2018). Cependant, pour Alassane Ouattara, les difficultés semblent s'accumuler au cours d'un second mandat probablement plus difficile qu'envisagé initialement. En effet, si la situation ivoirienne reste globalement stable et suscite toujours l'optimisme des marchés et des bailleurs, plusieurs signaux préoccupants persistent en 2018. Au-delà d'une conjoncture difficile, ils révèlent les failles politiques importantes de la reconstruction post-crise, et les fragilités non résorbées d'un pays peut-être moins solide et démocratique que sa bonne image pourrait le laisser penser.

Règles et Conventions internationales - La situation de la Côte d'Ivoire à l'égard des engagements internationaux de protection des droits de l'Homme se résume ainsi : une adhésion globalement satisfaisante aux instruments des Nations Unies et de l'Union africaine, mais aussi une redevabilité très perfectible devant les Organes conventionnels des Traités. Les autorités ont entrepris une campagne de ratification des traités. A noter, la réaffirmation de l'abolition de la peine de mort dans la Constitution de 2016 et sa suppression formelle dans le code pénal ivoirien. Les ambiguïtés de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la Cour pénale internationale n'ont pas été levées. En effet la disposition introduite dans la nouvelle Constitution (article 121) a suscité certaines interrogations, avec une formulation qui crée la confusion en affirmant que « la République peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 17 juillet 1998 » alors que la collaboration de la CI avec la Cour est très limitée. Les autorités ivoiriennes ont par ailleurs ignoré un arrêt de 2016 de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples demandant une refonte de la Commission électorale indépendante (CEI) jugée trop déséquilibrée au profit du pouvoir.

Démocratie - Alors que le processus électoral de 2015 avait été jugé apaisé et crédible, les élections législatives et surtout la révision constitutionnelle de 2016 ont suscité des questions sur la régularité du processus. La course à la présidentielle 2020 a déjà été lancée et occasionne beaucoup de tensions.

La nouvelle Constitution a pérennisé voire renforcé le régime présidentiel et la création d'un Sénat ne semble pas à même de renforcer le contre-pouvoir du Parlement. La nomination de ses membres en 2018 a renforcé la majorité présidentielle du fait du mode de désignation et de scrutin (1/3 nommé par le Chef de l'Etat, 2/3 élus par les grands électeurs) et de l'inversion du calendrier électoral qui a permis d'organiser l'élection des sénateurs par les élus locaux issus de l'élection de 2013.

Malgré cette concentration des pouvoirs, l'autorité du régime semble se fragiliser y compris dans son propre camp, qu'il s'agisse des accords entre partis politiques (confusion autour du parti unifié et, en arrière-plan, effritement de l'alliance Ouattara-Bédié), ou même d'options, autrefois inenvisageables, mais aujourd'hui clairement légitimées (troisième mandat de Ouattara, voire candidature de Bédié). Face à ces difficultés, les autorités se montrent hermétiques aux critiques internes ou externes, et semblent désireuses de ne laisser aucun lieu de pouvoir leur échapper et la société civile souffre d'un rétrécissement de l'espace public (pressions voire menaces sur certains journalistes ou défenseurs des droits de l'homme jugés trop critiques...).

État de droit - Le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires a été gravement affecté par la crise. Le secteur souffre d'un déficit important de moyens financiers et humains pour assurer un fonctionnement efficace du système judiciaire et pénitentiaire. Les progrès attendus notamment en termes d'amélioration de l'accès à la justice, d'impartialité et d'indépendance de la justice, en particulier en ce qui concerne les crimes commis par les ex FAFN et les associés (pro-Ouattara) durant la crise post-électorale mais également les affaires économiques et la lutte contre la corruption tardent à se concrétiser malgré les promesses et la mise en place des institutions idoines (Cellule spéciale d'enquête et d'investigation, Cour des comptes, Haute autorité pour la bonne gouvernance..).

Un an après les mutineries qui ont secoué la Côte d'Ivoire en 2017, le traitement structurel des nombreux problèmes des institutions de sécurité (difficultés matérielles, circulations non contrôlée d'armes) reste un défi, les autorités privilégiant une gestion à court terme des problèmes (illustrée par le paiement de primes substantielles aux mutins de 2017) alors que les menaces se diversifient (terrorisme djihadiste). Des progrès ont tout de même été observés

ces derniers mois avec les premières opérations de déflation des effectifs militaires, qui doivent être ramenés de 22 500 actuellement à 20 000 en 2020.

Droits de l'Homme - Bien que perfectible, le cadre constitutionnel et juridique en Côte d'Ivoire est relativement développé et garantit le respect de la plupart des droits de l'Homme et des libertés individuelles. Cependant l'amélioration constante notée depuis 2011 semble aujourd'hui stoppée notamment en matière de liberté de la presse, de droits civils et politiques et d'accès à la justice. Par ailleurs, les violences faites aux femmes restent élevées, la situation des enfants demeure préoccupante malgré le lancement, avec le soutien des bailleurs, de programmes de réinsertion de jeunes vulnérables. En matière de droits économiques et sociaux, la forte croissance économique ne bénéficie pas à l'ensemble de la population et ne s'accompagne pas d'une réduction de la pauvreté et l'accès aux services sociaux de base (eau, santé, éducation) reste inégal sur l'ensemble du territoire, suscitant une véritable grogne sociale.

Engagement et volonté politique du pays - Au vu de la mise en œuvre des réformes engagées par le président Ouattara et des évolutions récentes, on peut conclure que la volonté politique des autorités ivoiriennes de s'engager sur l'amélioration de la gouvernance, de la démocratie et des droits de l'Homme, qui a été confirmée tout au long du premier mandat de Ouattara, ne s'est pas suffisamment concrétisée par des résultats tangibles et s'émousse en fin de deuxième mandat. A travers l'appui budgétaire l'objectif est notamment d'inciter les autorités ivoiriennes à améliorer la gouvernance économique et à lutter contre la corruption.

1.2.2 Politique macroéconomique

Relations avec le FMI

Suite à un programme économique et financier (2012-2015), un accord sur un programme économique triennal appuyé par deux accords au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) a été signé fin 2016 entre le FMI et la Côte d'Ivoire pour un montant de 674,3 millions de dollars, équivalent à 75% de la quote-part de la Côte d'Ivoire. A la demande de la Côte d'Ivoire, ce montant a été augmenté en 2017 pour atteindre 100% de son quota d'accès (899 millions de dollars). Les trois premières missions relatives à ce programme ont eu lieu respectivement en avril 2017, octobre 2017 et mars/avril 2018.

Les conclusions des deux premières missions (validées par le board en juin et décembre 2017) et de la troisième mission (mars 2018) montrent que les performances réalisées dans le cadre du programme ont été fortes en 2017. Tous les critères de performance et les repères indicatifs pour fin juin et fin décembre 2017 à l'exception d'un seul (en fin décembre 2017) ont été respectés. Tous les repères structurels, à l'exception d'un seul, ont également été mis en œuvre. Les conclusions de la mission de 2^e revue de la FEC de mars 2018 ont été validées par le board le 29 juin 2018 avec un décaissement de 22.4 million USD. Le communiqué de presse publié suite à cette mission précise que les politiques solides engagées par les autorités dans le cadre du programme appuyé par le FMI et les bonnes performances économiques du pays ont contribué à l'émission de l'Eurobond en mars 2018. La quatrième revue du programme est prévue pour septembre / octobre 2018.

Les divergences entre le FMI et le Gouvernement concernent le calcul du taux de croissance. Le chiffre du FMI est légèrement inférieur à celui du Gouvernement. Néanmoins, les chiffres sont proches et mettent en évidence les bonnes performances du pays.

Indicateurs macroéconomiques clés

Il convient de souligner les très bonnes performances économiques de la Côte d'Ivoire depuis 2012 (moyenne de 8,8% sur la période 2012 -2017). Cependant, le taux a tendance à diminuer ces dernières années, après l'effet 'rebond' suite à la crise socio-politique. Le PIB a augmenté

de 7,8% en 2017, nonobstant la chute des cours du cacao et les revendications sociales, montrant la bonne résilience du pays. L'inflation est restée faible (environ 1%), bien en-dessous de la norme de 3% de l'UEMOA. L'activité économique devrait rester soutenue en 2018 et les perspectives à moyen terme projettent la poursuite d'une croissance robuste et d'une inflation contenue.

Le déficit budgétaire était de 4,2% du PIB en 2017, un peu moins que prévu. Il devrait être de 3,75% du PIB en 2018, en phase avec les objectifs du FMI et converger vers la norme de 3% en 2019.

La pression fiscale est projetée à 15,6% pour 2018. Il peine toujours à atteindre le seuil de 20% de l'UEMOA. C'est un véritable enjeu et les performances devraient être bien meilleures compte tenu du dynamisme de l'économie ivoirienne. La dette publique (C2D inclut) est estimée à 50,7% à la fin 2017 par le FMI, soit bien en-deçà de la norme communautaire de l'UEMOA (70% du PIB).

Evaluation du cadre macroéconomique, principales vulnérabilités et efforts en faveur d'une plus grande stabilité macroéconomique

Malgré ces bons résultats économiques, le sous-emploi notamment des jeunes est préoccupant et le niveau de pauvreté représente 46,3% de la population (2015). La poursuite des actions visant à diffuser les retombées de la croissance et à réduire le chômage des jeunes sera également un facteur important pour assurer le succès à long terme des politiques du gouvernement.

Certes la dette est inférieure à la norme UEMOA et le risque d'endettement est modéré mais des questions se posent sur sa forte progression ces dernières années, aussi bien en volume (doublement entre 2012 et 2016) qu'en pourcentage du PIB (34% en 2012, 50,7% en 2017). Le service de la dette est en augmentation et représente une part conséquente des recettes fiscales (41% avec le second Contrat de désendettement et de développement de la France et en excluant les comptes spéciaux). Enfin, ces chiffres officiels sont sous-estimés et ne comprennent pas toutes les dettes des entreprises publiques ni des collectivités locales; ni les engagements (indirects) de l'Etat au titre des Partenariats Publics Privés (PPP). Outre la non-soutenabilité de cette courbe de croissance de la dette sur le moyen terme, ces taux d'endettement et de service de la dette réduisent la marge de manœuvre du gouvernement en cas de nouveau choc externe.

Comme évoqué ci-dessus, le taux de pression fiscale est inférieur de +/- 4 points de PIB à ce qu'il devrait être. Il est crucial que la Côte d'Ivoire fasse des efforts et augmente les recettes internes (notamment en réduisant les exonérations) pour créer un espace budgétaire permettant de prendre en charge les dépenses prioritaires et d'améliorer la capacité à rembourser la dette.

Enfin, pour que la croissance économique continue à être performante, il est important que la Côte d'Ivoire fasse des réformes de seconde génération : meilleure mobilisation des recettes, poursuite de ses engagements en termes de réformes liées au climat des affaires, apurement du stock d'arriérés intérieurs, poursuite de la restructuration des entreprises parapubliques et réforme du secteur financier.

Une dégradation des termes de l'échange et un resserrement des conditions financières internationales pourraient jouer sur la stabilité économique à moyen terme.

Favorable jusqu'à présent, l'environnement macroéconomique du pays présente néanmoins certaines incertitudes. Plusieurs risques externes et internes nécessitent d'être considérés avec prudence : baisse des cours de certaines matières premières agricoles, dont le cacao; phénomène de tension sur les taux et de renchérissement possible du crédit sur les marchés financiers ; atténuation du "rebond technique" de la croissance qui caractérise le pays après

plusieurs années de crise et de croissance ralentie ; déficit du pays en matière de capital humain qui pourrait nuire à la durabilité de la croissance et à l'adéquation entre besoin d'emplois qualifiés et offre de travail.

Conclusion : sur la base de l'analyse, il est conclu que les autorités ivoiriennes poursuivent une politique macroéconomique orientée vers la stabilité.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La transposition des directives UEMOA est effective. Les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités sont en cours. Alors que la Côte d'Ivoire envisageait 2017 pour le basculement en budget programme, l'échéance a été reportée. Le budget de l'Etat est réaliste, globalement la stratégie budgétaire et le budget sont élaborés dans le respect des politiques budgétaires et des plans stratégiques de l'Etat, et sur la base des prévisions macroéconomiques et budgétaires adéquates. En revanche, beaucoup de transfert entre lignes ont lieu lors de son exécution.

Le schéma directeur de la réforme des finances publiques

Un Schéma Directeur de la réforme des finances publiques (SDRFP), assorti d'un plan d'actions triennal glissant a guidé les actions du Gouvernement en matière de finances publiques sur 2014-2016. Il a été étendu, en attendant la mise en œuvre du nouveau SDRFP. Un nouveau SDRFP 2018-2020 a en effet été élaboré et est en cours de validation au niveau du Premier ministre.

Ce nouveau schéma directeur repose sur les mêmes 7 axes stratégiques que le précédent, et y a ajouté un huitième qui était auparavant transversal. Les 8 axes couvrent donc : (i) la fiscalité, (ii) la planification, la programmation, (iii) les systèmes d'information financière, (iv) la passation des marchés publics, (v) la comptabilité publique et de la gestion de la trésorerie de l'Etat, (vi) les dispositifs de contrôles et d'audits internes et externes, (vii) la gestion des finances publiques des collectivités territoriales, (viii) la transparence et la gouvernance.

Ces axes et les actions qui en découlent sont pertinents par rapport aux besoins du pays, aux exigences UEMOA et à l'analyse qu'en font les partenaires. Cette stratégie fait en effet l'objet d'un suivi régulier à haut niveau par le Gouvernement et le plan d'action triennal est ajusté en fonction des besoins.

Le suivi du schéma directeur de la réforme des finances publiques

Malgré certains retards expliqués en partie par un démarrage tardif et le conditionnement de certaines réformes par d'autres, des progrès satisfaisants sont notés dans la mise en œuvre du SDRFP 2014-2016. Pour chacun des 7 axes du SDRFP, les principales réformes suivantes ont été effectuées :

Fiscalité : accélération du remboursement des crédits de TVA, dématérialisation des procédures, mise en place de deux centres de moyennes entreprises supplémentaires à Abidjan, réorganisation de la DGI, promotion du civisme fiscal. Du point de vue douanier : renforcement du contrôle des marchandises (réhabilitation des postes frontières, et acquisition de 2 scanners mobiles à rayon X).

Planification et programmation : module informatique de préparation des budgets programmes est finalisé, celui pour l'exécution en cours de finalisation. Le processus d'élaboration des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projets Annuels de Performance (DPPD-PAP) est achevé pour tous les ministères, les tables de passage pour la migration vers le TOFE ont été finalisées.

Système d'information financière : Système Intégré d'Analyse de Programmation et de suivi Evaluation déployé en vue de déconcentrer et d'informatiser le processus de sélection des

projets d'investissement à inscrire au PIP. La gestion des délais de traitement des visas, différés et rejets a été réduite dans SIGFIP et ASTER.

Passation des marchés publics : des cellules de passation des marchés ont été installées dans la plupart des ministères, le délai de passation de marché s'est amélioré, l'ANRMP est connectée au SIGMAP.

Comptabilité publique et de la gestion de la trésorerie de l'Etat : apurement de 62% des soldes injustifiés ou anormaux, un référentiel des normes comptables a été élaboré; la table de passage entre la nouvelle classification économique de la nomenclature budgétaire et le nouveau PCE a été établie.

Dispositifs de contrôles et d'audits internes et externes : des textes fondateurs des Inspections générales de ministères ont été élaborés afin d'internaliser le dispositif de contrôle et d'audit internes au sein des ministères. Un Code de déontologie spécifique pour les agents de l'Etat a été élaboré. La Cour des comptes a été officiellement installée début 2018.

Gestion des finances publiques des collectivités territoriales : le comité des finances locales rendu opérationnel, le Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées développé et déployé.

Ainsi, le gouvernement a réalisé des réformes majeures dans le domaine des finances publiques. Les avancées décrites ci-dessus permettent d'attester de la crédibilité de la stratégie de réforme des finances publiques et de la volonté de renforcer la gouvernance économique. La dynamique de réforme doit être maintenue et conduite de façon cohérente, le leadership gouvernemental confirmé et les partenaires au développement davantage impliqués.

Le cadre de dialogue sectoriel

D'un côté, il existe un cadre de dialogue formel au sein du gouvernement avec une implication du chef de gouvernement, d'un autre côté, les PTF ont constitué un groupe sur les finances publiques, sous la présidence de l'UE. Jusqu'en octobre 2017, le dialogue sectoriel formel entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers, n'était pas établi et se faisait de manière bilatérale, malgré le souhait régulièrement exprimé par ces derniers. L'organisation d'une revue du SDRFP 2014-2016 avec les PTF en octobre 2017 a relancé ce processus de dialogue. Depuis, le Gouvernement tient désormais des réunions trimestrielles avec les PTF.

L'exercice PEFA 2017

Un exercice PEFA est en cours. Le rapport provisoire devrait être finalisé d'ici la fin du mois de juillet 2018. Les premières notes (provisoires, en cours d'ajustement) montrent une amélioration globale de la situation par rapport au précédent PEFA de 2013.

Conclusion : il est estimé que ce critère d'éligibilité relatif à la gestion des finances publiques est respecté.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

Le projet de budget et la LFI de chaque année sont en ligne. En ce qui concerne le budget 2018, son projet il a été adopté le 4 octobre 2017 par le Conseil des ministres. Gage de transparence, il a été mis en ligne dès la fin du mois d'octobre 2017, avant qu'il soit adopté par l'assemblée nationale.

Les annexes fiscales sont mises en ligne sur le site du Secrétariat d'Etat chargé du budget et du portefeuille de l'Etat auprès du Premier ministre et sur le site de la DGBF. Les rapports trimestriels d'exécution budgétaire sont normalement mis en ligne 45 jours après la fin du trimestre, avec parfois un petit retard. D'autres documents clés (ex TOFE) sont mis en ligne mais pas toujours régulièrement.

En ce qui concerne LFR, elles sont mises en ligne beaucoup plus tardivement que leur adoption. Ainsi pour la LFR 2017, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi de finances rectificative portant budget de l'Etat pour l'année 2017 en mai. Ce projet n'a été adopté par l'assemblée nationale qu'en octobre 2017. Il n'a pas été mis en ligne.

La dernière loi de règlement disponible est celle de 2016. Elle est disponible sur le site du SE Budget et portefeuille. La Cour des Comptes met en ligne ses rapports de vérification sur l'exécution de budget, le dernier étant le rapport définitif sur l'exécution du budget 2016 et la déclaration de conformité.

Selon la dernière analyse (2017) de l'International Budget Partnership (IBP-Enquête sur le Budget ouvert), l'indice de transparence budgétaire de la Côte d'Ivoire n'est que de 24/100. IBP montre que les possibilités offertes au public de participer au processus budgétaire sont nulles et l'institution supérieure de contrôle assure un contrôle budgétaire faible (31/100). La Côte d'Ivoire est également engagée dans le processus "Partenariat pour un Gouvernement Ouvert" (PGO).

Après ceux de 2008 et 2013, un nouvel exercice PEFA est en cours de réalisation, il est financé par l'Union européenne et devrait être finalisé d'ici la fin de l'année 2018.

Même si la présentation se fait de manière éparse sur plusieurs sites, il convient de souligner le nombre très important d'informations budgétaires en ligne. Les défis concernent l'introduction des débats d'orientation budgétaires avec le parlement, et un suivi plus approfondi du budget par la société civile, notamment via la mise à disposition d'un budget citoyen.

Conclusion : il est estimé que ce critère d'éligibilité relatif à la transparence budgétaire est respecté.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque Elevé/Mo déré/ Faible	Mesures d'atténuation
Risques politiques		
<u>Démocratie</u> : Concentration des pouvoirs, faiblesse du Parlement, faiblesse/boycott de l'opposition, politisation des ONG et médias.	M	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du rôle et des capacités du Parlement, dialogue avec les partis politiques, formation des médias, renforcement du contrôle citoyen par les OSC. - Dialogue politique (article 8) - Travail de fond avec les ONG et les medias sur le projet LIANE II de 6 000 000 EUR.
<u>Etat de droit</u> : Faible accès à la justice, arbitraire des procédures et jugements, prisons insécurisées et mauvaises	M	<ul style="list-style-type: none"> - Indépendance de la justice, réforme du secteur de sécurité, renforcement de la chaîne pénale.

conditions de détention.		- Dialogue politique (article 8)
<u>Insécurité et conflit</u> : Insécurité liée à la délinquance urbaine et rurale; difficile restructuration de l'armée; réconciliation superficielle; tensions politiques internes et externes à la majorité; risque terroriste.	M	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la finalisation du DDR et à la RSS, renforcement de la police et de la gendarmerie, formation des douanes et Eaux et forêts, amélioration du renseignement. Dialogue politique, poursuite du soutien sur les questions de sécurité. - Programme financé sur l'Instrument contribuant à la Sécurité et à la Paix de 8 500 000 EUR.
Risques macroéconomiques		
<u>Politique macroéconomique et secteur financier</u>	M	- La restructuration du système bancaire public est au cœur du dialogue entre le FMI et la Côte d'Ivoire.
<u>Soutenabilité de la dette</u> : la tendance à l'augmentation continue, Recours excessif à l'endettement non concessionnel	M	- Poursuite de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme,
<u>Choc externe</u> : baisse des cours de matières premières agricoles en raison de la faible diversification des exportations.	M	- Poursuite du dialogue pour une politique axée vers la stabilité macroéconomique. Suivi de l'état de réalisation des indicateurs et repères structurels du programme économique et financier. Programme FMI article IV.
Risques en matière de Gestion des finances publiques		
<u>Contrôles pour la collecte des ressources et l'exécution du budget</u> : Capacité du contrôle parlementaire encore limitée.	M	- Renforcement des capacités de l'Assemblée nationale en matière de suivi budgétaire.
<u>Marchés publics</u>	M	- Appui à l'Autorité nationale de régulation des marchés publics
<u>Audit externe</u> Cour des Comptes installée encore peu active	M	- Renforcement des capacités de la Cour des comptes,
<u>Corruption et fraude</u> : Déontologie et éthique ne sont pas des valeurs suffisamment ancrées dans la fonction publique ; les mesures de sanction de	M	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue accru sur la question avec le Gouvernement - Indicateurs d'appui budgétaire sur les marchés publics, justice

cas de fraude et de corruption sont rares.		commerciale, et la gestion des finances publiques mettront l'accent sur la lutte contre la corruption. - Appui aux institutions de contrôles et à la société civile dans le cadre des mesures complémentaires
Hypothèses		
(i) Le gouvernement a les capacités techniques et financières de mettre en œuvre et suivre le PND ; (ii) Les conditions macroéconomiques et politiques restent stables pour permettre la réalisation des objectifs de la politique de développement ; (iii) Le Gouvernement continue ses efforts en matière de gestion des finances publiques et notamment de mobilisation des ressources nationales (iii) Le dialogue avec le gouvernement au niveau politique et technique permet de dynamiser la conduite des réformes nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

D'une façon générale la mise en œuvre de l'aide budgétaire en Côte d'Ivoire est considérée comme satisfaisante et positive par les autorités nationales et par les autres bailleurs de fonds. Le précédent appui budgétaire sous forme d'un *State Building Contract* sur le 10^e FED, monté après la crise portait sur un montant total de 144 000 000 EUR. Les trois premières années de mise en œuvre (2016-2017-2018) du Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement (GGDC) portent sur un montant de 57 000 000 EUR. Les enseignements tirés de ces deux appuis budgétaires (d'une part SBC et d'autre part GGDC en cours de mise en œuvre) portent sur :

- le nombre d'indicateurs de performance et de domaines couverts: il doit être réduit pour ne pas diluer le dialogue sur les politiques;
- la portée des indicateurs: important de s'attacher à des indicateurs de processus et à des indicateurs de résultats valorisant l'impact des réformes pour les bénéficiaires;
- la structuration du dialogue politique et sur les politiques: celui-ci gagne à être structuré et par niveau d'interlocuteur;
- la mesurabilité des indicateurs et leur simplicité afin qu'ils puissent être mesurés via des systèmes de collectes d'informations fiables.
- le montant des décaissements est limité par rapport au budget de l'Etat. D'où l'importance du dialogue et de la coordination avec les autres PTF pour avoir un effet de levier.

Ces enseignements ont été intégrés dans la formulation du présent programme. La logique d'intervention de ce programme et la sélection des indicateurs a tenu compte des actions en cours menées par le Gouvernement, les Etats membres et l'UE.

Les différents programmes X^e et XI^e FED dans les domaines de la Gouvernance économique et de la Formation professionnelle ont également contribué à la capitalisation dans les domaines suivants :

- Formation professionnelle – Programme PROFORM: nécessité d'améliorer le suivi des diplômés afin de contribuer à adapter les formations aux besoins du marché.
- Programme d'Appui à la Gouvernance: nécessité de renforcer la qualité des statistiques et de la planification et d'appuyer une meilleure intégration de la chaîne Planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation (PPBSE).

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Plusieurs niveaux de coordination des bailleurs existent. Le cadre général de coordination est constitué d'un groupe de coordination générale des partenaires au développement au niveau des Ambassadeurs et des Chefs de coopération, et de 13 sous-groupes sectoriels de coordination en Côte d'Ivoire. L'Union européenne participe à la totalité d'entre eux et préside le groupe Gestion des finances publiques. Ces groupes permettent de coordonner les actions des bailleurs et les points clés du dialogue avec le gouvernement.

Une réflexion est actuellement en cours au sein du Groupe de coordination gestion des finances publiques sur une coordination spécifique aux bailleurs engagés dans l'appui budgétaire. A ce jour, les autres bailleurs interviennent à travers des appuis budgétaires : la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'AFD. L'USAID a mené des réflexions sur la possibilité d'avoir recours à cet instrument en Côte d'Ivoire.

Les indicateurs d'appui budgétaire ont été discutés avec les partenaires techniques et financiers et sont en ligne avec les actions menées par les différents bailleurs. Le dialogue avec le gouvernement s'effectue soit en bilatéral, soit dans le cadre des groupes sectoriels avec les autres partenaires techniques et financiers. Une réflexion sur la programmation Union européenne-Etats membre a été menée en 2017 et a abouti à un document de programmation conjointe.

Plusieurs actions en cours de l'UE en Côte d'Ivoire sont complémentaires à cet appui : le Programme d'appui à la Formation professionnelle PROFORM, un appui à la Cour des comptes, et des appuis à la société civile et aux autorités locales. Un appui institutionnel portant sur un renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques, de planification et de statistiques a été mis en œuvre jusqu'en octobre 2017. Un nouvel appui portant sur les mêmes thématiques est en train de se monter et devrait démarrer d'ici la fin 2018. Un autre appui prendra le relais, il est prévu dans les mesures complémentaires du présent programme. Un programme d'appui à la compétitivité est en train d'être élaboré et devrait démarrer d'ici la fin 2018. Un appui à la mise en œuvre de l'APE intérimaire est également prévu, suite à la revue à mi-parcours du 11^e FED.

Ce programme est complémentaire avec l'appui budgétaire sectoriel en cours (2016-2020) sur la question du foncier rural.

3.3 Questions transversales

Les questions transversales telles que la promotion des droits de l'Homme, le respect de la démocratie, la protection des droits de l'enfant et des populations indigènes sont traitées à travers le suivi des valeurs fondamentales qui sera conduit chaque année.

Les questions de gouvernance sont au cœur de ce programme et sont particulièrement suivies dans le dialogue politique sur les conditions d'éligibilité ainsi qu'à travers le suivi des indicateurs qui traitent des questions de gestion des finances publiques. D'une manière globale, le programme vise à améliorer la gouvernance et donc la prise en compte des droits des citoyens et en particulier leur capacité à contrôler l'action publique.

La question du genre fait l'objet d'une attention particulière Ceci facilite le dialogue sur les questions de genre avec le gouvernement. Dans la première phase il s'agit de la désagrégation

par genre des indicateurs de résultats dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle et de la justice (BLAJ).

Dans la seconde phase, plusieurs indicateurs de l'appui budgétaire ont un potentiel impact positif sur l'égalité de genre :

- favoriser la croissance inclusive et notamment l'emploi et la formation professionnelle permettra d'améliorer l'accès à l'emploi des jeunes femmes.
- améliorer la proportion de travailleurs du secteur privé bénéficiant d'une couverture sociale permettra d'assurer à un nombre accru de femmes une protection sociale et diminuera leur précarité économique.
- l'amélioration de la gouvernance économique et politique et de la transparence peut également contribuer à lutter contre l'inégalité d'accès entre les sexes en diminuant les pratiques de népotisme et donc favorisant le renouvellement des élites économiques et politiques.

En plus des indicateurs, l'appui institutionnel permettra de renforcer les statistiques spécifiques au genre, et le renforcement de la société civile accordera une attention spéciale au renforcement des femmes à mieux suivre les aspects budgétaires.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les objectifs de développement durables 1 ("Éliminer l'extrême pauvreté et la faim"), 10 ("Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre"), et 8 ("Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous"). Mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'objectif 16 ("Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous"). Cela n'implique pas d'engagement de la part de la Côte d'Ivoire qui bénéficie de ce programme.

Objectif général

L'objectif du "Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement" est de soutenir les efforts du gouvernement de la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de sa Politique nationale de développement en vue d'éradiquer la pauvreté, de promouvoir la croissance durable et inclusive, et d'améliorer la bonne gouvernance.

Objectifs spécifiques

- OS 1 : Accompagner des réformes dans les domaines de la gouvernance économique et financière, du climat des affaires, de la formation professionnelle, de la protection sociale, de la justice et de l'Etat civil.
- OS 2 : Renforcer les capacités des instituts de contrôle;
- OS 3 : Renforcer les capacités des ministères en charge de la politique nationale et des statistiques, et de la gestion des finances publiques;
- OS 4 : Renforcer les capacités de la société civile¹ à suivre et à analyser les informations budgétaires.

¹ La société civile s'entend ici au sens large et pourra le cas échéant inclure le Parlement.

Résultats attendus

- R 1 : La gestion des finances publiques est améliorée, les recettes fiscales de l'Etat sont accrues, La qualité de la dépense publique est améliorée;
- R 2 : Le taux d'insertion professionnelle des diplômés des centres de formation professionnelle est amélioré;
- R 3 : Les instances juridictionnelles œuvrant à l'amélioration du climat des affaires sont renforcées;
- R 4 : La proportion de travailleurs du secteur privé bénéficiant d'une couverture sociale est en augmentation;
- R5 : L'efficacité et la transparence ainsi que l'accès à la justice pour les plus vulnérables sont améliorés et la durée de détention préventive pour crimes et délits est réduite.
- R6 : L'enregistrement des naissances et des décès (Etat civil) est amélioré.
- R 7 : Le contrôle du budget est renforcé;
- R 8 : Le suivi/évaluation de la politique nationale et des politiques sectorielles est amélioré;
- R 9 : La redevabilité du gouvernement est accrue et la société civile est davantage impliquée dans la préparation et l'exécution du budget et le phénomène de corruption est diminué.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

Les activités principales comprendront:

- le transfert de 81 000 000 EUR maximum sur la période couvrant les exercices budgétaires 2016 à 2020 ;
- un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener en mettant plus particulièrement l'accent sur les domaines visés par les objectifs du programme;
- des efforts continus et un appui technique pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds pour coordonner et mieux aligner la coopération au développement afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de transmission d'information qui pèsent sur le gouvernement;
- la surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire:
 - le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le cadre d'un dialogue permanent avec le FMI, notamment les missions de revue du programme du FMI et lors d'autres évaluations pertinentes. Les performances en matière de discipline et d'exécution budgétaires seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles demeurent cohérentes avec les objectifs convenus ou qu'elles n'impactent pas la stabilité macroéconomique globale. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement et les donateurs, dont le FMI.
 - le suivi des performances dans le domaine de la GFP sera réalisé sur la base des rapports annuels du gouvernement de mise en œuvre du SDRFP, du PEFA en cours de réalisation, des rapports du FMI, et à partir d'autres analyses régulières ou ad hoc provenant du FMI, d'autres partenaires au développement ou autres organismes pertinents.

- le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée, notamment via internet.
- le suivi de la réalisation des principaux objectifs de la politique nationale et des politiques sectorielles en matière de marchés publics, d'emploi, de formation professionnelle reposera sur les rapports d'avancement annuels et autres évaluations faites par l'UE ou des partenaires au développement, dans le cadre des revues annuelles du secteur.
- Le suivi des indicateurs des tranches variables : dialogue technique et politique, suivi des mesures permettant d'atteindre les cibles, calcul e l'atteinte des indicateurs et des montants à décaisser.

4.2.2 Appui complémentaire

Le programme prévoit un appui complémentaire à l'appui budgétaire à hauteur de 8 300 000 EUR. Il s'agira d'un appui dirigé vers le renforcement des capacités nationales : (i) appui institutionnel pour renforcer les capacités en matière de planification et de mise en œuvre de la politique nationale, de statistiques, et de gestion des finances publiques; (ii) d'un appui aux institutions et organes de contrôle et (iii) à la société civile afin de renforcer ses capacités d'analyse sur les questions budgétaires. Le point (i) relatif à l'appui institutionnel sera consacré à la mise en œuvre du PAG2 qui comprendra 2 phases.

4.3 Logique d'intervention

Le programme vise à soutenir la Côte d'Ivoire dans ses objectifs de renforcement de la bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté, tels que définis dans le PND 2016-2020. Après un premier programme d'appui au renforcement de l'Etat qui a œuvré à la consolidation de la paix, le GGDC en cours de mise en œuvre accompagne le gouvernement dans ses engagements vers les valeurs fondamentales, la bonne gouvernance et le développement inclusif et durable. Les objectifs et résultats attendus du programme sont alignés avec le PND 2016-2020, notamment dans le cadre des axes stratégique "*Renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance*" et "*Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social*".

En acceptant de mener un dialogue sur la question des valeurs fondamentales et de choisir des indicateurs de résultats sur les thématiques prioritaires pour le développement et la bonne gouvernance, la Côte d'Ivoire a montré son engagement réel sur ces sujets. Au travers de cet appui budgétaire, l'UE construit avec la Côte d'Ivoire un partenariat de confiance visant à valoriser la performance du gouvernement sur : (i) La bonne gouvernance économique, en particulier l'accroissement des recettes fiscales et la qualité de la dépense; (ii) l'emploi et notamment l'emploi des jeunes, ainsi que la formation professionnelle. (iii) La justice, tant en terme de qualité, de transparence et d'accès pour les populations les plus vulnérables; (iv) L'état civil, socle de l'exercice de tout droit citoyen et source des tensions passées.

En transversale, les sujets de la migration et de la lutte contre la corruption sont directement touchés par les indicateurs. Le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption sera renforcé par son implication dans le suivi de la gestion des finances publiques, le suivi de la préparation du budget et le suivi de l'exécution budgétaire. Les capacités d'analyse de la société civile seront soutenues via des subventions.

Ce programme permettra d'appuyer financièrement, techniquement et politiquement les efforts de l'Etat dans ses réformes sur les piliers de la stabilité du pays.

En choisissant des indicateurs de processus et de performance orientés résultats, la Côte d'Ivoire fait le choix de rentrer dans une logique de valorisation des fruits de ses efforts. Ce

changement de modèle doit être perçu comme un signe de maturité et de confiance réciproque entre l'UE et la Côte d'Ivoire.

La logique d'intervention s'appuie sur des hypothèses fortes en termes d'engagement du gouvernement sur des chantiers parfois difficiles comme l'élargissement de l'assiette fiscale, le contrôle des marchés publics, l'investissement dans l'emploi, la réforme de la justice. Ceci nécessitera un dialogue soutenu tant au niveau technique que politique, mais aussi des appuis ciblés, par l'UE ou ses partenaires, lorsque cela est nécessaire.

Le programme est aligné sur le Programme indicatif national. Les orientations ont été affinées et ajustées, en fonction du diagnostic actualisé de la situation et dans une logique d'efficacité de l'aide et de division du travail entre PTF. L'appui complémentaire est un appui institutionnel visant les fragilités identifiées comme freins à la bonne mise en œuvre des politiques et des réformes, un renforcement des institutions, des organes de contrôle et de la société civile.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente modification à l'action, un avenant à la Convention de financement sera signé avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 96 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) n°322/2015.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 81 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 8 300 000 EUR au titre de l'appui complémentaire (y compris audit, évaluation, communication et imprévus). Le montant des décaissements au titre de l'appui budgétaire représente en moyenne 0,23% des recettes.

Le programme prévoit des décaissements annuels d'un maximum de 24 000 000 d'EUR (toutes tranches confondues, fixe et variable). Les 5 tranches annuelles prévues sur 2016-2020 représentent en moyenne 0,23% du total des recettes budgétaires. Les décaissements annuels des 5 tranches prévues représentent en moyenne 0,04% du PIB.

L'appui complémentaire consiste en un appui institutionnel (en deux phases), un renforcement des institutions de contrôle et de la société civile. L'appui complémentaire vise à combler les fragilités identifiées comme freins à la bonne mise en œuvre des politiques et des réformes.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes :

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du PND 20016-2020, maintien de la crédibilité et de la pertinence de la politique;
- mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Schéma directeur de la réforme des finances publiques;
- progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes :

Une partie des conditions particulières des tranches variables concernent des éléments de dialogue avec le Gouvernement, une autre partie se réfère au suivi des indicateurs. Les éléments de dialogue seront suivis tout au long de la mise en œuvre de l'appui budgétaire. Les indicateurs serviront à déterminer les décaissements des montants financiers prévus. Il n'y a pas de conditions spécifiques.

Une tranche fixe 2016 (17 000 000 EUR) sera focalisée sur le lancement des réformes identifiées et rattachées aux indicateurs suivis par la suite.

Deux tranches variables, sur 2017 et 2018, couvrant quatre domaines, sont définies :

- Gouvernance financière et climat des affaires : Dans ce domaine, les tranches variables auront pour objectif l'amélioration de la mobilisation des ressources domestiques à travers l'élargissement de l'assiette de TVA et de la qualité des dépenses publiques à travers un meilleur contrôle des marchés publics;
- Emploi et formation professionnelle : Dans ce domaine, les tranches variables auront pour objectif d'améliorer les conditions d'emploi des travailleurs et la formalisation de l'économie; renforcer l'employabilité des jeunes ; assurer une formation professionnelle de qualité;
- Justice : cette tranche aura pour objectif de renforcer l'efficacité et la transparence de la Justice mais également son accessibilité aux plus vulnérables;
- Etat Civil: cette tranche aura pour objectif d'améliorer le taux d'enregistrement des naissances à travers notamment un renforcement des capacités des centres d'état civils.

Deux autres tranches variables, sur 2019 et 2020 couvrant deux domaines sont définies :

- Gouvernance financière et climat des affaires : dans ce domaine, les tranches variables auront pour objectif l'amélioration de la mobilisation des ressources domestiques, l'amélioration de la qualité des dépenses publiques à travers une meilleure régulation et renforcera l'efficacité et la transparence de la justice commerciale.
- Emploi et formation professionnelle : dans ce domaine, les tranches variables auront pour objectif de renforcer l'insertion professionnelle de ses diplômés, d'améliorer les conditions d'emploi des travailleurs et la formalisation de l'économie.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national du FED en Côte d'Ivoire à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en FCFA sera exécutée aux

taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Une seule tranche fixe de 17 000 000 EUR a eu lieu en 2016. Les décaissements des autres années se feront exclusivement sous la forme de tranches variables.

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives² affectant les pays de mise en œuvre concernés.

5.4.1 Subventions : appel à propositions "renforcement des capacités d'analyse de la société civile en matière de finances publiques", Gestion directe

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'objectif des subventions sera de renforcer la capacité d'analyse de la société civile en matière de suivi de la Gestion des Finances publiques.

Le domaine d'intervention sera les finances publiques, la transparence, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance et la redevabilité.

Les priorités pour l'année seront de renforcer l'implication de la société civile dans la préparation du budget et le suivi de l'exécution budgétaire.

Les résultats escomptés sont en lien avec le Résultat 9 "La redevabilité du gouvernement est accrue et la société civile est davantage impliquée dans la préparation et l'exécution du budget et le phénomène de corruption est diminué", Grâce à ses subventions, la société civile sera plus à même de dialoguer avec le Gouvernement sur l'exécution budgétaire, de participer aux revues de la politique nationale et des finances publiques,

(b) Conditions d'éligibilité

Critères d'éligibilité essentiels pour les demandeurs : Organisations non gouvernementales, organismes publics, basés en Côte d'Ivoire avec une expérience dans le domaine de l'analyse de la gestion des finances publiques.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est d'au moins 200 000 EUR et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels et groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires).

La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 30 mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

² Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 95% des coûts éligibles de l'action; Ce taux peut être supérieur si la capacité d'autofinancement des bénéficiaires visés est faible.

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100%. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel

Troisième trimestre 2019

5.4.2 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre ou organisation internationale

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec Expertise France. Cette mise en œuvre implique un renforcement institutionnel de certains organes de contrôle : par exemple, renforcement des capacités, appui à la rédaction de guides, formations, conseils en termes d'organisation, appui informatique, appui rédactionnel, fournitures permettant de faire fonctionner les services déconcentrés hors Abidjan.

Ce mode de mise en œuvre se justifie car Expertise France est le partenaire actuel de l'Union européenne pour différents projets et notamment pour l'appui au renforcement des capacités de la Cour des comptes ivoirienne et a fourni un appui de qualité qui a donné satisfaction au bénéficiaire et à l'Union européenne. L'appui actuel apporté par expertise France permet à la Cour des comptes ivoirienne de bénéficier de l'expertise de la Cour des comptes française. Expertise France a été choisi en fonction de ses compétences techniques et de sa capacité de gestion et de mettre en œuvre des tâches d'exécution.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes : gestion et exécution des contrats, procédures de passation de marchés, instruction des paiements, acceptation ou rejet des livrables, exécution des vérifications et contrôles ainsi que recouvrements des fonds indûment payés (inéligibles)."

L'organisation internationale en charge fait actuellement l'objet d'une évaluation ex ante. L'ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l'évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n°1605/2002 et d'une coopération de qualité établie de longue date avec elle, l'organisation internationale peut être investie de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte.

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de renforcer les capacités de l'administration en terme de suivi/évaluation de la politique nationale et de la gestion des finances publiques peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire conformément aux modalités suivantes :

la République de Côte d'Ivoire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de passation de marchés et d'octroi de subvention de la Commission. Ces règles seront fixées dans la convention de financement conclue avec la République de Côte d'Ivoire.

a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre

Activité/objectif/résultat, y compris localisation	Type de financement (marché de travaux, fournitures ou services, subvention, devis- programme)
R1 : La gestion des finances publiques est améliorée, les recettes fiscales de l'Etat sont accrues, La qualité de la dépense publique est améliorée Localisation : Côte d'Ivoire	Marché de Service
R8 : Le suivi/évaluation de la politique nationale et des politiques sectorielles est amélioré Localisation : Côte d'Ivoire	Marché de service

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.3.– Appui budgétaire Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement (Résultats 1 à 8)	81 000 000	s.o.
Mesures complémentaires³	7 300 000	52 631
5.4.1. Subventions : appel à propositions "renforcement des capacités d'analyse de la société civile en matière de finances publiques" – gestion directe (Résultat 9)	1 000 000	52 631
5.4. 2. – Gestion indirecte avec Expertise France (Résultat 7)	1 800 000	s.o.
5.4.3. – Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire - <i>Contrat de service (Programme</i>	4 500 000	s.o.

³ Montant couvre les points 5.4.1, 5.4.2 et 5.4.3 uniquement

<i>d'appui à la Gouvernance, phase 1 et 2) - (Résultat 1 et 8)</i>		
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	600 000	s.o.
5.11 – Communication et visibilité	150 000	s.o.
Provision pour imprévus	250 000	s.o.
Totaux	89 300 000	52 631

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi de la mise en œuvre du programme et le dialogue sur les politiques se fait à partir des mécanismes suivants de concertation :

- Revue annuelle du PND : dialogue politique sur la mise en œuvre de la stratégie et les résultats en matière de gouvernance et réduction de la pauvreté. Cette revue est alimentée par les revues sectorielles.
- Revue trimestrielle du PND : lors des revues annuelles, l'ensemble des indicateurs devront faire l'objet d'un passage en revue et être publiés dans les documents de synthèse.
- Groupes thématiques des PTF – Finances publiques. La DUE, Chef de file, informe régulièrement le groupe de l'avancée du projet. Les discussions permettent une concertation avec les EM et les autres bailleurs sur l'appui à la mise en œuvre du SDRFP.
- Le suivi de la situation macroéconomique est assuré dans le cadre des missions du FMI et de l'Article IV.

Des revues sectorielles annuelles sont à l'étude, afin d'analyser les résultats obtenus dans la mise en œuvre des politiques et d'alimenter le dialogue avec le gouvernement. Elles incluraient les partenaires techniques et financiers

Un Comité de Pilotage Spécifique réunissant le Ministère de l'économie et des Finances, les ministères sectoriels, la cellule de l'ON et la DUE sera mis en place selon des conditions à déterminer au début du programme.

Les requêtes annuelles de décaissement transmises par les Autorités à la Délégation de l'UE comprennent :

- La requête globale concernant le versement de la Tranche fixe et des Tranches variables.
- Les documents requis pour la justification des demandes de décaissement, tels que détaillés en Annexe 2
- Des documents sources permettant l'appréciation de l'évolution des indicateurs et des politiques

Suite aux requêtes annuelles des Autorités, et après informations complémentaires le cas échéant, l'Ordonnateur Principal du FED communiquera par courrier adressé à l'Ordonnateur National, l'appréciation officielle de l'Union Européenne sur le montant du décaissement.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action et des projets résultant d'un appel à propositions est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera

présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation ex post de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants. À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation en 2021.

Si justifié, une évaluation à mi-parcours pourra également avoir lieu pour les mesures complémentaires. Elle sera réalisée pour résoudre des problèmes, à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à un éventuel ajustement de l'action dans une seconde phase. À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation en 2021.

En outre des évaluations ad-hoc de la réalisation de certains indicateurs de l'appui budgétaire pourront être envisagées en cours de programme. À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation en 2019.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation (éventuellement via le contrat cadre), possiblement en 2021 et 2022.

5.10 Audit

Aucun audit n'est prévu pour la composante relative à l'appui budgétaire. Pour la composante 'mesures complémentaires', sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit (éventuellement via le contrat cadre) en 2024.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées

seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Des efforts conséquents seront fait pour valoriser et publiciser ce programme, notamment à travers le dialogue politique, la représentation de la Délégation de l'UE dans les réunions avec les ministres et les autres Chefs de mission lors du dialogue politique et des conférences thématiques. Chaque décaissement des tranches sera accompagné de mesures d'information du grand public, à travers les médias incluant la radio, la TV et les Conférences de presse), mais aussi à travers le site Internet et les différents outils de communication de la Délégation.

Il est envisagé que les mesures de communication et de visibilité soient mises en œuvre par l'intermédiaire d'un marché de services (éventuellement via un recours au contrat cadre), qui pourrait être lancé au cours du trimestre 4 de 2019.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L'APPUI BUDGETAIRE)⁴

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

Indicateurs de résultats pour la première phase du programme (2016-2018)

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	Contribuer à l'émergence de la Côte d'Ivoire, au soutien d'une croissance économique inclusive et à la consolidation de la gouvernance économique	Indice de développement humain	IDH en : 0,452 en 2013	IDH : 0,55 en 2018	Cadre d'évaluation de la performance du PND 2016-2020
		Transparence et corruption	Transparency : 115 ^{ème} sur 175 en 2014	Transparency: parmi les 80 les mieux classés en 2018	Rapport Transparency International
Objectif if(s)	Accroître la capacité financière du gouvernement et encourager les réformes en matière de bonne	Croissance économique	2015 : 8,9%	2018 : 8,5%	Revue annuelle du PND 2016-2020

⁴ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

	gouvernance et de croissance économique et de cohésion sociale	Environnement des affaires	Doing Business: 115 ^{ème} sur 148 en 2015	Doing business: faire partie des 80 pays les mieux classés en 2018	Rapport Doing Business
		Taux de chômage des jeunes	5,6% en 2013	3,5% en 2018	PND
		Indépendance du système judiciaire	3,2/7 en 2015/2015	5/7 en 2018	PND et Opinion Survey du Forum économique mondial
Produits induits	Maintien de la stabilité macroéconomique, meilleur accès à une justice plus efficace, gestion des finances publiques plus efficace, meilleur fonctionnement du marché de l'emploi des jeunes, de l'Etat civil et climat plus favorable aux affaires ⁵	Création des Bureaux locaux d'accès à la justice pour et transparente	mise en place des BLAJ	BLAJ en place et fonctionnels	Site Internet du ministère de la justice
		Diminution de la durée de la préventive : taux des détenus en préventive	Valeur initiale = 40%	Cible en 2018: <= 35%	Publications statistiques de la justice
		Publication des jurisprudences N-1 pour la Chambre Présidentielle et la Cour d'Appel d'Abidjan	les jurisprudences ne sont pas publiées	jurisprudences N-1 publiées	Site Internet du ministère de la justice
		Taux de la population active bénéficiant de la Sécurité sociale	6,94% de la population active en 2015	>= 8% de la population active en 2018	Publications statistiques du ministère de l'emploi

⁵ Suivi dans le cadre du dialogue politique : création de la cour d'appel du Tribunal de commerce

		Insertion des jeunes dans la vie professionnelle par l'agence emploi jeunes	Sans objet	39 000 jeunes et 15 000 jeunes femmes en 2018	PND et Publications statistiques du ministère de l'emploi
		Taux d'insertion des jeunes issus de la FP.	Sans objet	A déterminer en juin 2017	Publications statistiques du ministère de l'emploi
		élargissement de l'assiette fiscale de la TVA – TVA collectée auprès des Moyennes Entreprises.	Sans objet	Cible augmentation de plus de 10% par an en 2018	PND 2016-2020
		Rapport audit marchés publics générées par accès direct au SIGMAP	I8. Rapport N-2. Bases non interconnectées	I8. Rapport N-1 disponible en 2018	Schéma directeur de la réforme de la gestion des finances publiques
		Enregistrement des naissances : taux d'enregistrement des naissances	I9. 57 % des naissances enregistrées	I9. Cible en 2018 : 62%	INS / ministère de la Santé
Produits directs	Suivi de la réalisation des objectifs prioritaires du PND 2016-2020 de sa budgétisation. Amélioration de la relation entre l'aide extérieure et les processus politiques et budgétaires nationaux	- Allocations budgétaires en ligne avec le PND	Sans objet	Cible en 2018 : analyse détaillée du budget de l'Etat par la Délégation permettant d'alimenter le dialogue politique	Budget de l'Etat. Comptes rendus des groupes de concertation avec le gouvernement et des groupes de coordination des PTF

		- Renforcement du dialogue avec les autorités et la société civile sur la mise en œuvre du PND	Atelier annuel d'évaluation du cadre de performance du PND	Cible 2018 : atelier de revue trimestriel et annuel	
		- Meilleure coordination des PTF dans l'appui à la mise en œuvre du PND	Réunions groupe thématiques PTF	Cible 2018 : financement PTF alignés sur PND. Analyses et réponses communes UE et EM	

Indicateurs de résultats pour la seconde phase du programme (2019-2020)

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: Objectif impact	Soutenir la mise en œuvre de la politique nationale de développement en vue de l'éradication de la pauvreté, de la promotion d'une croissance durable et inclusive, et de la consolidation de la gouvernance.	Indice de développement humain (*)	IDH en 2016: 0,474 (171 ^e / 188 pays)	IDH : 0,7 en 2020	Cadre d'évaluation de la performance du PND 2016-2020
		Taux de croissance économique (*) et (**)	2017 : 7,8%	2020 : 8%	Revue annuelle du PND 2016-2020 et Rapports FMI
Objectif(s)	Accroître la capacité financière du gouvernement et encourager les réformes en matière de bonne	Score de transparence et corruption (*)	Transparency en 2016: 36/100 (103 ^e sur 180)	Transparency : parmi les 80 les mieux classés en 2020	Rapport Transparency International

	gouvernance et de croissance économique et de cohésion sociale	Classement "Doing Business" sur l'environnement des affaires (*) et (**)	Doing Business en 2017 : 139 ^e sur 190	Doing business: faire partie des 25 pays les mieux classés en 2020 (selon le PND), Annonces faites en 2018 : le Gouvernement vise à faire partie des 50 pays les mieux classés en 2021	Rapport Doing Business
		Taux de chômage (*) et (**)	2,8% en 2016	2,6 % en 2020	Revue annuelle du PND 2016-2020 et BIT
Produits induits	Maintien de la stabilité macroéconomique, gestion des finances publiques plus efficace, meilleur fonctionnement du marché de l'emploi des jeunes, climat des affaires plus favorable	Taux de pression fiscale s (*) et (**)	de 15,5% (2017)	16,5 % en 2020	Revue annuelle du PND 2016-2020 Schéma directeur de la réforme de la gestion des finances publiques 2018 2020 PEFA suivant le PEFA en cours
		Publication d'un rapport annuel de surveillance des marchés publics	Publication d'un rapport annuel de surveillance des marchés publics	Publication d'un rapport annuel de surveillance des marchés publics	Schéma directeur de la réforme de la gestion des finances publiques 2018 2020 PEFA suivant le PEFA en cours Site internet de l'ANRMP

		Le taux d'insertion des jeunes issus de la formation professionnel est amélioré (*)	14,43% en 2016	Sans objet	Publications statistiques du ministère de l'emploi
		Mise en ligne des décisions de justice	La jurisprudence de la Chambre présidentielle du TPI Abidjan est publiée	La jurisprudence de juridictions supplémentaires est publiée	Site Internet du ministère de la justice
		Proportion de la population bénéficiant d'une assurance maladie (*)	672 251 cotisants au 31 décembre 2015	100%	Publications statistiques du ministère de l'emploi
Produits directs	Suivi de la réalisation des objectifs prioritaires du PND 2016-2020 de sa budgétisation. Amélioration de la relation entre l'aide extérieure et les processus politiques et budgétaires nationaux	Allocations budgétaires en ligne avec le PND Coordination entre le ministère du Plan et le SE auprès PM budget et portefeuille de l'Etat	Sans objet	Cible en 2020 : analyse détaillée du budget de l'Etat par la Délégation permettant d'alimenter le dialogue politique	Budget de l'Etat. Comptes rendus des groupes de concertation avec le gouvernement et des groupes de coordination des PTF
		Des formations sont organisées pour renforcer les capacités d'analyse en matière de finances publiques de la société civile	Atelier annuel d'évaluation du cadre de performance du PND	Cible 2020 : atelier de revue trimestriel et annuel et mise en place d'un Secrétariat permanent de suivi du PND	Budget de l'Etat. Comptes rendus des groupes de concertation avec le gouvernement et des groupes de coordination des PTF

		Les groupes thématiques de travail des PTF sont structurés	Réunions groupe thématiques PTF	Cible 2020 : financement PTF alignés sur PND. Analyses et réponses communes UE et EM	Budget de l'Etat. Comptes rendus des groupes de concertation avec le gouvernement et des groupes de coordination des PTF
--	--	--	---------------------------------	--	--